

l'autogestion :
une stratégie révolutionnaire
une démarche au présent

Colloque des 6-7 et 8 juin 1980
Institut de recherches marxistes

SOMMAIRE

| | Pages |
|--|--------|
| Francette LAZARD : <i>Ouverture du Colloque</i> : | |
| « L'AUTOGESTION : Une stratégie révolutionnaire, une démarche au présent ». | 7 à 12 |

PREMIERE SEANCE

(Vendredi Soir 6 Juin)

| | |
|--|---------|
| <i>Présidence</i> : Francette LAZARD. | 13 |
| <i>Interventions</i> : Y.C. LEQUIN - J.C. GAYSSOT - J.P. JOUARY - M. TINELLI - J. CHAU- VINEAU. | 13 à 28 |

DEUXIEME SEANCE

(Samedi Matin 7 Juin)

| | |
|---|---------|
| <i>Présidence</i> : Antoine CASANOVA. | 29 |
| <i>Interventions</i> : J. MAGNIADAS - G. BOYER - A. LE PORS - C. MAINFROY - J.L. MOYNOT - H. JOURDAIN. | 30 à 58 |
| <i>Discussion</i> : M. DION - F. COHEN - A. GERIN - A. CASANOVA - C. AUFORT - J. LOJKINE - J.C. GOBET - P. BOCCARA - F.VANNEAU - Y. LUCAS. | 59 à 70 |

TROISIEME SEANCE

(Samedi Après-midi 7 Juin)

| | |
|--|----------|
| <i>Présidence</i> : J. CHAMBAZ. | 71 |
| <i>Interventions</i> : F. DAMETTE - M. SIMON - J.P DELILEZ - G. VALBON - P. GREVET - M. JOUET - J. LOJKINE - R. WEYL. | 71 à 92 |
| <i>Discussion</i> : J. RADVANYI - C. FRIOUX - D. BLEITRACH - J. METZGER - C. BARGAS - M. TINELLI. | 92 à 98 |
| <i>Interventions</i> : M. LAVIGNE - L. SEVE - M. GOLDRING - R. MARTELLI - J. SCHE- BLING. | 98 à 118 |

QUATRIEME SEANCE

(Dimanche Matin 8 Juin)

Présidence : Lucien SEVE.

Interventions : M. DECAILLOT - G. BESSE - A. SPIRE - P. BOCCARA - M. BENASSI - 119 à 15
G. SIMON.

Discussion : C. MAINFROY - Y. GOUSSAULT - F. LE FLOHIC - M. MULLER - 158 à 17
M. PLAS - J.L. MOYNOT - A. CASANOVA - D. BLEITRACH - G. SIMON -
P. BOCCARA - G. COHEN-TANNOUJJI - M. DION - J. BLEIZES.

CONCLUSION

Francette LAZARD.

179 à 18

CONTRIBUTIONS PREPARATOIRES AU COLLOQUE

J. BLEIZES - M. BORMANN - Y. CLOT - P. CREPEL - M. DAUBA - E. DAYAN - A. et F.
DEMICHEL - M. DION - A. DUPUIT - J. FATH - P. GASCUEL - Y. GOUSSAULT - A.
JACQ - D. LE SCORNET - J. LOJKINE - Y. LUCAS - C. MAINFROY - J. METZGER -
J. MILHAU - G. PELACHAUD - F. POIRIER - H. POUILLOT - E. ROUCH - A. TOSEL -
J.F. TOURNADRE - R. ZOU - S. WOLIKOW.

Francette LAZARD

Le 6 juin 1980

« L'AUTOGESTION : Une stratégie révolutionnaire, une démarche au présent »

Je voudrais, d'abord, excuser Georges Marchais qui, comme nous l'avons annoncé lundi dernier, n'a malheureusement pas pu, en définitive, pour des raisons de calendrier, venir ouvrir nos travaux.

Je voudrais remercier nos hôtes de ce soir pour leur accueil dans ce cadre agréable, accueil qui prélude à l'édition ultérieure, sous une forme qui reste à définir, des travaux de notre colloque.

En introduction à notre discussion, je me propose simplement de souligner quelques idées qui marquent, je crois, le caractère original et l'ambition de notre réunion.

Nous en avons lancé l'idée dès la rencontre de Bobigny qui fut, en décembre dernier, l'acte de naissance de l'I.R.M.

L'essor du marxisme auquel nous nous proposons d'œuvrer, disions nous alors, ne se réalisera pas dans un univers clos, sans rapport avec le mouvement contemporain des luttes de classes, des luttes d'idées.

Et c'est justement parce que nous refusons, les uns et les autres, d'assister passifs à la désagrégation des choses et du savoir que nous voulons contribuer à une meilleure intelligence des questions clé que posent la transformation révolutionnaire de la société française, en liaison avec les luttes émancipatrices des peuples du monde dans leurs contradictions, leur complexité, leur nouveauté.

L'INSTITUT DE RECHERCHES MARXISTES, NÉ D'UNE DÉCISION DU 23^e CONGRÈS, SE DEVAIT DE SAISIR, POUR SA 1^{ère} INITIATIVE, UNE QUESTION QUE CE MÊME CONGRÈS A PLACÉ PARMIS LES OBJECTIFS FONDAMENTAUX DES COMMUNISTES, L'AUTOGESTION.

Car la vocation même de l'institut, son originalité est bien de développer un travail de recherches en prise directe sur la perspective de transformation du réel ouverte par le Parti communiste français ; en prise directe sur ce qu'elle apporte à la compréhension du mouvement social ; en prise directe sur la pratique qui en découle, sur les réflexions, les analyses qu'elle suscite, en prise directe sur les besoins de connaissance qu'elle révèle.

Depuis le début de cette année, les activités de l'I.R.M. se sont mises en place. Pour les caractériser d'un mot, je dirais qu'elle sont foisonnantes.

Dans le cadre des six grands secteurs de recherche de l'Institut, des dizaines de groupes et de collectifs se mettent au travail, réunissant, sous des formes diversifiées des centaines de personnes.

L'engagement pris d'organiser des centres de l'Institut dans différentes villes et régions est tenu et les activités s'amorcent, de Lille à Lyon en passant par Toulouse, Grenoble, Nice et Rennes.

D'ores et déjà, la publication, dès la rentrée, des premiers cahiers de recherches des différents secteurs est assurée, et des initiatives de grande portée sont en préparation pour l'automne.

NOUS AVONS CONÇU CE COLLOQUE COMME UN MOMENT NÉCESSAIRE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE NOS ACTIVITÉS DE RECHERCHES.

Leur foisonnement suppose, en effet, pour être fécond, de prendre sérieusement en compte les grandes priorités qui s'imposent dès lors que l'on entend développer une activité originale, dans et par sa liaison avec le combat révolutionnaire du Parti communiste français.

C'est précisément ce que nous attendons de ces trois journées de travail sur l'autogestion. Il s'agit, en quelque sorte, de faire le point, de mettre en commun les acquis et les réflexions ouvertes pour mieux préciser les pistes de recherches sur lesquelles il s'avère indispensable de progresser, pour aller vers des confrontations plus larges, des initiatives plus amples.

L'Institut a donc réuni, autour de collaborateurs de chacun de ses secteurs d'activité, des collaborateurs de diverses sections de travail auprès du Comité Central, des militants d'entreprises, des élus communistes amenés à développer pour leur part leurs réflexions à ce propos.

Une réunion de cette nature n'a guère de précédent ni d'équivalent.

Pour créer les meilleures conditions de CETTE MISE EN COMMUN DES CONNAISSANCES ET DES EXPERIENCES, le nombre des participants a été volontairement réduit - non sans difficultés d'ailleurs. La quasi totalité d'entre vous a répondu à l'invitation en préparant - individuellement ou collectivement une contribution. Plusieurs ont eu la possibilité de l'adresser à l'avance, et vous pouvez d'ores et déjà en disposer. La totalité des apports sera reproduite, afin que chacun puisse en bénéficier. Nous souhaitons que le maximum d'interventions puisse être prononcé dans les limites de temps imparties, afin que nous puissions, au terme des travaux, disposer du plus grand nombre d'éléments pour repérer de façon plus précise les axes de travail qui apparaîtront les plus nécessaires.

Il va de soi que nous donnerons, à cet égard, en priorité la parole à ceux de nos invités qui n'ont pas la possibilité de participer de façon régulière aux collectifs de l'I.R.M. car leur réflexion nous est indispensable.

Cela dit, je voudrais rappeler brièvement ce qui est, notre point de départ, notre cadre, résumé dans le titre même de notre colloque : « L'AUTOGESTION, UNE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE, UNE DÉMARCHE AU PRÉSENT ».

Nous plaçons, en effet, l'autogestion dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société française ; d'une transformation sociale qui fasse avancer la démocratie plus loin qu'elle n'est jamais allée ; qui développe, en tous domaines,

de nouveaux rapports sociaux qui répondent aux besoins concrets d'une société concrète, la France en crise des années 80.

En se donnant pour but un socialisme autogestionnaire, le 23^e Congrès n'a pas rêvé de modeler la société française sur un idéal arbitraire. IL S'AGIT DE LIBÉRER LES TENDANCES LES PLUS POSITIVES, LES PLUS PROGRESSISTES DE LA RÉALITÉ ELLE-MÊME, POUR MIEUX EN ASSURER ET EN MAÎTRISER LE DÉVELOPPEMENT.

Car nous considérons que le socialisme autogestionnaire est la seule réponse de fond, réaliste, aux besoins objectifs de la France contemporaine.

Ce que révèle en effet la crise actuelle, c'est qu'il est nécessaire de supprimer les rapports d'exploitation, de changer les rapports de l'homme à la machine, de l'homme à la nature, des hommes entre eux pour supprimer les gâchis et les blocages du mode de production capitaliste.

Les temps de grandes mutations historiques incitent à repenser les choses, à développer les idées forces qui marquent leur époque, et cristallisent de façon durable les luttes et les espoirs des hommes.

DANS LA FRANCE DES ANNÉES 80, UN VÉRITABLE RENVERSEMENT HISTORIQUE EST NÉCESSAIRE ET POSSIBLE. Il faut inverser le processus actuel qui conduit à concentrer et à centraliser la propriété, le pouvoir et les connaissances entre les mains d'un petit nombre ; à accumuler toujours plus de richesses à un pôle, de difficultés, de misères et d'injustices à l'autre ; à interdire au plus grand nombre le droit et le pouvoir de décider au travail, de décider dans la vie.

Il faut faire tomber les barrières de classe qui séparent aujourd'hui les travailleurs des moyens de production, les hommes de leurs pouvoirs d'intervenir sur leurs conditions d'existence, de leur capacité de décider de leur vie et d'élaborer leur avenir.

Nous voulons construire un socialisme autogestionnaire parce que nous voulons une transformation fondamentale de la société, des rapports humains libres et égaux, justes et fraternels.

La précision et la force avec lesquelles la résolution adoptée au 23^e Congrès définit le socialisme autogestionnaire pour la France valent de citer ce passage dans son intégralité :

« La France a besoin d'une démocratie sociale. Le développement de tous les individus, dans la diversité toujours plus riche de leurs personnes et dans de nouvelles solidarités, voilà ce qui doit devenir le but et le moteur d'une économie moderne, d'une nation moderne. Ce progrès implique en priorité la lutte contre l'austérité et le chômage, la lutte contre la pauvreté, contre les inégalités.

« La France a besoin d'une démocratie économique. Elle doit mettre en œuvre un nouveau type de développement conçu, orienté et contrôlé par et pour les travailleurs, les usagers, les citoyens. Cette maîtrise suppose que les grands moyens de production et d'échange deviennent propriété de la société. Elle exige un ensemble suffisant de nationalisations démocratiques, à côté d'autres formes de propriété sociale et d'un secteur économique fondé sur la propriété privée.

« La France a besoin d'une démocratie politique. Un pouvoir représentatif du peuple travailleur, au sein duquel la classe ouvrière exercera un rôle politique dirigeant, doit respecter et faire respecter les choix majoritaires. Ce pouvoir assurera la garantie des droits imprescriptibles de l'homme, une expansion sans précédent des libertés, le respect du pluralisme, la possibilité de l'alternance.

« Ces changements dans la propriété des moyens de production et à la direction de l'Etat sont indispensables, mais ne suffisent pas. L'exploitation et l'oppression qui marquent toute la société capitaliste ont imprégné si longtemps et si profondément les mentalités, les habitudes, la culture, les rapports sociaux dans leur ensemble que ceux-ci risquent de survivre à la transformation de la propriété de l'Etat et de repro-

duire, sur une base économique nouvelle, les hiérarchies et les comportements d'une société où une minorité dirige tout, alors que la masse des travailleurs est confinée dans un rôle d'exécution. Cette nouvelle base économique elle-même porte encore des caractéristiques de la vieille société d'où elle est sortie.

« La transformation sociale vers laquelle nous voulons avancer ne saurait consister à remplacer des bureaucrates par d'autres bureaucrates, des technocrates par d'autres technocrates. Elle ne saurait aboutir au remplacement d'un appareil autoritaire et centraliser par un autre, d'un conditionnement des esprits par un autre.

« Il faut donc, en même temps que la transformation de la propriété et du pouvoir d'Etat, entreprendre un effort fondamental pour modifier les rapports sociaux. Il faut en tout domaine, à tout niveau, sous toutes les formes possibles - connues ou à imaginer - passer de la sujétion à la participation, du commandement à l'initiative. Il faut, dans l'entreprise, passer de la monarchie à une vie nouvelle mise en place par les travailleurs. Il faut aller vers l'autogestion communale, vers un véritable pouvoir régional. Il faut passer du gouvernement exercé de haut et de loin au profit d'une minorité à une gestion toujours plus large de la société tout entière par les travailleurs eux-mêmes, les citoyens eux-mêmes. L'autogestion, la démocratie poussées jusqu'au bout dans toute la vie sociale ouvriront pour chacun et pour tous des possibilités encore insoupçonnées. Le socialisme démocratique autogestionnaire dont la France a besoin et que nous voulons, c'est cela ».

Ce choix du 23^e Congrès s'enracine aux sources du combat révolutionnaire et de l'idéal communistes. Il s'inscrit dans le développement d'une réflexion exigeante et ouverte sur le mouvement historique des dernières décennies, sur les conditions d'une issue à la crise de la société ; sur l'expérience accumulée des forces révolutionnaires et des grands courants d'émancipation humaine qui marquent notre époque ; du socialisme dans la diversité de son développement réel ; de la pratique de nos propres combats de classe en France toutes ces dernières années, et notamment dans la période du Programme Commun avec les limites qui l'ont caractérisé.

C'EST PRÉCISÉMENT CE QUI FONDE LA RIGUEUR DE CE CHOIX, ET INVITE A DE NOUVEAUX APPROFONDISSEMENTS, A UNE CONNAISSANCE PLUS POUSSÉE DES TENDANCES CONTRADICTOIRES DU MONDE CONTEMPORAIN, DANS TOUTES LEURS DIMENSIONS HISTORIQUES, ACTUELLES ET PROSPECTIVES.

Car, à l'opposé de toute idée de modèle, de toute conception figée d'une théorie dont on déduirait la politique, et l'avenir, le 23^e Congrès souligne la nécessité d'un travail de connaissance sérieux et ouvert, et incite à un nouveau développement de la conceptualisation des processus historiques, de l'anticipation théorique des diverses possibilités.

C'est bien ce nouvel essor du marxisme qui est notre ambition, qu'il s'agisse ici de questions comme celles du rôle historique de la classe ouvrière dans la transformation révolutionnaire, des changements qualitatifs, des processus de rupture, des transitions, de l'Etat et de son dépérissement, des perspectives d'une nouvelle civilisation, etc...

Je me référerais volontiers à cette réflexion de Karl Marx :

« La classe ouvrière n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que, pour réaliser sa propre émancipation et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle de par sa structure économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques qui transformeront complètement les circonstances et les hommes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société capitaliste qui s'effondre ».

En plaçant ainsi l'autogestion dans la perspective historique du socialisme pour la France, nous lui donnons un contenu réaliste, parce que révolutionnaire.

Elle ne se sépare pas du combat de classe qu'appelle toute avancée démocratique.

Ce combat ne peut, aujourd'hui et dans notre pays, se développer et progresser que dans et par un développement de la démocratie dans toutes ses dimensions, toutes ses potentialités. Autrement dit, la démocratie est, nécessairement, le but et le moyen de ce combat, le terrain principal de la lutte des classes.

La démarche est accordée au but, et c'est bien ce que nous avons en vue en précisant qu'il s'agit d'une démarche au présent. Au présent des luttes de classe dans la France en crise d'aujourd'hui.

C'est pourquoi la lettre que vous avez reçu propose d'aborder, au début de nos travaux, avec « les problèmes de la crise, ceux de la recherche d'une nouvelle croissance comme issue à cette crise du mode de production, en liaison avec la lutte pour d'autres rapports sociaux et humains, d'autres rapports de pouvoirs sur le terrain décisif de la lutte des classes, celui de l'entreprise ».

Car la crise aiguise et développe toutes les contradictions d'un mode de production qui exploite et mutile les capacités créatrices du travail des hommes. Elle porte à un niveau sans précédent toutes les exigences de libération sociale et humaine, et cela sous des formes neuves, complexes, imprévisibles.

Le grand capital et son Etat déploient des efforts acharnés, renouvelés, répressifs et sophistiqués pour tenter, dans le cadre d'une intense guerre idéologique, de faire reculer les organisations de luttes de classes, de remettre en cause les acquis de décennies de conquêtes ouvrières, et de faire avancer, dans le contexte contradictoire de la crise, les vieilles idées de collaboration de classe - rebaptisées consensus, gestion, cogestion, voire « autogestion » de la crise - qui laisseraient le champ libre à leur pouvoir de classe, à leur stratégie globale de redéploiement, de déclin national.

Nous en discuterons sans aucun doute, et l'expérience le confirme : le renforcement des organisations syndicales et politiques de lutte de la classe ouvrière dans les entreprises, renforce et favorise la conquête hardie de droits et garanties, de pouvoirs nouveaux qui répondent aux aspirations qui mûrissent, aux besoins sociaux qu'elles expriment, et élargissent le champ et les possibilités de luttes.

La lutte pour une nouvelle croissance, d'autres rapports sociaux, de nouvelles solidarités individuelles et collectives, locales et régionales, nationales et internationales appelle, de façon indissociable, l'essor de toutes les formes possibles et à imaginer de l'intervention populaire et l'élévation de la conscience politique des enjeux, des conditions d'une issue à la crise.

Il en va de même de la lutte contre la confiscation étatique de la souveraineté nationale, pour un nouveau partage des responsabilités à tous les échelons, pour recomposer le système des pouvoirs à partir de l'autonomie des collectivités locales et régionales, pour restructurer autour du parlement l'autorité centrale.

Et c'est dans les mêmes termes que se posent des questions comme celles de l'autogestion nationale, de nouveaux rapports internationaux.

C'EST, AU FOND, TOUTE LA DIALECTIQUE DES AVANCÉES DU MOUVEMENT POPULAIRE ET DE SES TRADUCTIONS POLITIQUES QUI SE TROUVE MISE A L'ORDRE DU JOUR SUR SON TERRAIN, CELUI DE L'ESSOR NÉCESSAIRE DES LUTTES DE CLASSE.

Nous avons proposé de placer, dans un 2^e temps de notre discussion, les contributions sur ces questions en intégrant à cette réflexion les éléments qui seront apportés, qu'il s'agisse de tel ou tel aspect de la situation dans d'autres pays, qu'il s'agisse de toutes les implications des développements scientifiques, technologiques et culturels, et plus généralement de la « nouvelle figure de la culture », comme nous disons.

Car nous refusons cette conception primaire qui attribue aux gros moyens de production l'oppression et l'inhumanité, et cherche dans l'usage des petits outils la garantie de la liberté et de la dignité.

Comme nous refusons la démission de ceux qui prétendent que l'Etat national est trop petit pour régler les grands problèmes et trop grand pour les petits.

Comme nous refusons la fausse alternative : changer d'abord la société, ou d'abord les hommes. Nous posons, dès aujourd'hui, en termes de luttes, les problèmes de la responsabilité individuelle et collective, d'une nouvelle civilisation, et nous voulons rompre la séparation figée entre dirigeants et dirigés, représentants et représentés, entre ceux qui décident et ceux qui appliquent, ceux qui conçoivent et ceux qui exécutent, ceux qui parlent et ceux qui se taisent.

Les contributions prévues sur cet ensemble de questions pourront constituer la 3^e phase du colloque - sans que, chacun le sent bien, l'on puisse vraiment découper dans le cours de nos 2 journées, l'approche de problèmes profondément liés entre eux.

Ce qui incite, afin que tous puissent écouter le maximum de ce que chacun a prévu de dire, de s'en tenir dans les limites raisonnables du 1/4 d'heure prévu !

Un mot, enfin, pour évoquer une question de fond dont découle d'ailleurs l'originalité de notre colloque : celle du Parti communiste dans ce processus historique.

Je l'ai dit tout à l'heure, nous définissons une stratégie révolutionnaire pour un socialisme autogestionnaire.

Dans l'essor des luttes, de leurs acquis, ce sont les combats de classe qui permettent d'avancer en ce sens, sans préjuger ni préfigurer des étapes, des seuils, des ruptures qui seront nécessaires ; sans perdre de vue les impasses possibles, fussent-elles pavées d'îlots d'illusions autogestionnaires ; sans attendre d'un grand soir ou d'un Etat tutellaire la solution définitive.

Le rôle d'un Parti communiste tel que nous le concevons - un parti révolutionnaire de masse capable, par son influence et ses initiatives, de contribuer avec efficacité à développer le rôle et le poids de la classe ouvrière dans la vie nationale, à élargir et consolider ses alliances - est déterminant pour permettre au mouvement populaire d'avancer en force et en conscience.

Notons, à ce propos, que les campagnes actuelles contre les partis politiques - et singulièrement contre le Parti communiste ! -, accompagnées parfois de dissertations sur les nouvelles formes d'auto-organisation des masses, dissimulent mal l'acceptation de l'étatisme giscardien et le renoncement à la lutte.

Le pluralisme, l'essor prévisible de formes multiples d'associations permettant de répondre aux besoins de la société, de développer l'intervention autonome des gens autour des préoccupations les plus variées supposent, selon nous, l'existence, d'un parti de la classe ouvrière capable de donner cohérence et détermination aux forces sociales dont l'union est nécessaire pour bâtir la société nouvelle.

Pour jouer ce rôle d'avant garde, le Parti communiste a besoin de toujours mieux discerner et analyser les phénomènes complexes de la société, les contradictions qui mûrissent, les possibilités d'action qui en découlent, les obstacles à vaincre.

C'est précisément pour mieux développer cet effort d'investigation qu'il a créé l'I.R.M., avec l'autonomie que supposent les modalités exigeantes de la recherche scientifique.

Car nous sommes exigeants. Et j'en termine : C'est pour cette raison que nous avons éprouvé la nécessité, avant de préciser sur cette question de l'autogestion nos thèmes d'études et nos projets de recherches, de faire, sérieusement, le point des réflexions acquises.